

CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.
LE PRÉSIDENT DE LA XV^e CHAMBRE SIÉGEANT EN RÉFÉRÉ
A R R Ê T

n^o 247.008 du 7 février 2020

A. 228.823/XV-4188

En cause : **STEVENS** Karin,
ayant élu domicile chez
M^{es} Patricia MINSIER et
Dominique GERARD, avocats,
rue de la Source 68
1060 Bruxelles,

contre :

la Région de Bruxelles-Capitale,
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
M^e Frédéric DE MUYNCK, avocat,
galerie du Roi 30
1000 Bruxelles.

Partie requérante en intervention :

la société anonyme ASPRIA ROOSEVELT,
ayant élu domicile chez
M^{es} François TULKENS et
Charles PONCELET, avocats,
boulevard de l'Empereur 3
1000 Bruxelles.

I. Objet de la requête

Par une requête introduite le 16 août 2019, Karin STEVENS demande, d'une part, la suspension de l'exécution de "l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale 9 mai 2019 octroyant le permis tendant à construire une extension au clubhouse existant, en y intégrant un parking souterrain de 193 places (sur deux niveaux) et à aménager le site du 'Parc Solvay Sports', avenue du Pérou, 80»" et d'autre part, l'annulation de ce même acte.

II. Procédure

Par une requête introduite le 18 septembre 2019, la société anonyme ASPRIA ROOSEVELT demande à être reçue en qualité de partie intervenante.

La partie adverse a déposé une note d'observations et le dossier administratif.

M. Pol DEBROUX, premier auditeur au Conseil d'État, a rédigé un rapport sur la base de l'article 12 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État.

Le rapport a été notifié aux parties.

Par une ordonnance du 30 octobre 2019, l'affaire a été fixée à l'audience du 13 décembre 2019.

M. Marc JOASSART, conseiller d'État, président f.f., a exposé son rapport.

M^e Patricia MINSIER, avocat, comparaissant pour la partie requérante, M^{es} Frédéric DE MUYNCK et Andrzej TRYBULOWSKI, avocats, comparaissant pour la partie adverse et M^e François TULKENS, avocat, comparaissant pour la partie requérante en intervention ont été entendus en leurs observations.

M. Pol DEBROUX, premier auditeur, a été entendu en son avis contraire.

Il est fait application des dispositions relatives à l'emploi des langues, inscrites au titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.

III. Faits

Il y a lieu de se référer à l'exposé des faits de l'arrêt n° 237.004 du 11 janvier 2017 et de le compléter par les éléments suivants :

1. L'arrêt n° 241.661 du 29 mai 2018 annule l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 2016 accordant à la SA Aspria Roosevelt un permis d'urbanisme qui l'autorise à construire une extension au

clubhouse existant en y intégrant une infrastructure d'hébergement comportant 25 chambres, un parking souterrain de 193 places (sur deux niveaux) et à aménager le site du « Parc Solvay Sports » sis avenue du Pérou, 80 à Bruxelles.

2. Le 15 octobre 2018, à la suite de l'arrêt d'annulation précité, la SA Aspria Roosevelt soumet des plans modifiés conformément à l'article 173/1 du CoBAT à la partie adverse. Compte tenu du motif pour lequel le permis d'urbanisme du 28 avril 2016 a été annulé, l'hébergement est supprimé pour être converti en espaces de pratique de sports, salons et locaux de gymnastique destinés aux enfants, le gabarit de l'immeuble restant inchangé.

3. Le 9 avril 2019, la SA Aspria Roosevelt sollicite la modification du permis d'environnement délivré par Bruxelles Environnement (alors IBGE) afin d'y intégrer les adaptations résultant des plans modifiés déposés le 15 octobre 2018 (suppression de l'activité d'hébergement).

4. Le 30 avril 2019, Bruxelles Environnement confirme que, compte tenu de l'impact réduit des transformations, ces dernières ne nécessitent pas l'introduction d'une nouvelle demande de permis d'environnement pour les motifs suivants :

« Après examen de votre demande de modification et compte tenu de l'impact réduit des transformations projetées, nous estimons que celles-ci ne nécessitent pas l'introduction d'une nouvelle demande de permis d'environnement.

En effet, la mise à jour des plans du permis fait suite à la suppression de l'activité d'hébergement. Cette suppression a engendré une réaffectation de certains espaces. La réaffectation ne modifie pas les localisations des installations classées du permis d'environnement et donc les éventuelles nuisances générées par celles-ci. Les plans de niveau des étages ne sont cependant plus à jour et contiennent des informations obsolètes. Il est donc nécessaire de joindre au permis la nouvelle configuration des lieux ».

5. Le 9 mai 2019, la partie adverse délivre un nouveau permis d'urbanisme, sur la base des plans modifiés, tendant à construire une extension au *clubhouse* existant, en y intégrant un parking souterrain de 193 places (sur deux niveaux), et à aménager le site du « Parc Solvay Sports » sis avenue du Pérou 80.

Il s'agit de l'acte attaqué.

6. Le 13 mai 2019, Bruxelles Environnement modifie les conditions d'exploitation du permis d'environnement pour les motifs suivants :

- « 1. L'exploitant, dans son courrier réceptionné en date du 09/04/2019, sollicite une modification des conditions d'exploitation relatives au bruit et vibrations des activités sportives.

Les modifications demandées n'entraînent pas d'aggravation des dangers ou nuisances pour l'environnement et la santé humaine; le permis d'environnement peut dès lors être modifié conformément à l'article 64 de l'ordonnance relative aux permis d'environnement.

En effet, la demande de modification concerne une demande d'ajouts d'éléments qui précisent la manière selon laquelle la gestion des nuisances potentielles de bruit en provenance des activités sportives sera menée. Le demandeur a proposé une modification du permis afin de rencontrer les griefs du requérant Isaac HASSON. En effet, l'arrêt du Conseil d'État n° 237.005 du 11 janvier 2017 (219.713/XV-3130), sur la requête d'Isaac HASSON, rejette la suspension [de l'exécution] de l'arrêt du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 avril 2016 mais considère, au provisoire, que le cinquième moyen portant sur l'encadrement des nuisances sonores, est sérieux.

Pour plus de facilité de lecture des conditions d'exploitation, les conditions du permis d'environnement 399384 relatives au bruit et vibrations des activités sportives ont été supprimées et remplacées par celles de la présente décision, ces nouvelles conditions reprennent les conditions prévues par le permis de base et sont complétées par la proposition du demandeur. Certaines propositions ont été légèrement adaptées afin de correspondre pleinement aux objectifs poursuivis par le permis d'environnement.

Le rappel de la réglementation liée aux périodes calmes lors d'activités nocturnes n'est plus repris dans la présente décision dès lors que l'exploitant s'est engagé via des horaires contraignants à ne pas réaliser des activités pouvant générer du bruit en période nocturne et qu'il est donc tenu au respect de ces horaires en vertu du présent permis.

Il est également à noter que le projet a été élaboré en tenant compte des éventuelles nuisances de bruit. En effet, le bâtiment formera, en tant que tel, une barrière acoustique importante. Par ailleurs, la présence de deux écrans de végétation et d'arbres entre les parcelles appartenant à l'exploitant et les parcelles appartenant à M. Isaac HASSON permet d'isoler visuellement les propriétés, cette barrière contribue également à réduire le sentiment de gêne des nuisances sonores.

Le programme d'action - détaillé ci-dessus (et non *a posteriori*) - auquel l'exploitant est tenu, à titre de conditions du permis, permet également de limiter les nuisances et d'en assurer une meilleure gestion.

Il est ainsi répondu au contenu de l'arrêt du Conseil d'État n° 237.005 du 11 janvier 2017 (219.713/XV-3130) par un meilleur encadrement des nuisances sonores.

L'objet de la modification est de préciser les mesures actuellement prises et qui seront prises pour limiter les nuisances de bruit lors de l'exploitation. Cependant, en vue d'une bonne gestion de cette problématique sur le long terme, il est nécessaire de reprendre l'ensemble des mesures dans un registre : l'obligation prévue à l'article 4 A.2. du permis 399384 de transmettre une copie du programme d'action dans le but de limiter les nuisances sonores générées par les activités sportives de plein air est donc toujours d'application.

Dès lors, conformément à l'article 64 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement, le permis d'environnement délivré par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déclarant recevable et fondé le recours introduit par la s.a. ASPRIA ROOSEVELT contre la décision du Collège

d'environnement du 17 novembre 2014 relative à leur demande de permis d'environnement visant à exploiter diverses installations classées dans un complexe sportif, avenue du Pérou, 80 à 1000 Bruxelles, est modifié par la présente décision.

2. Le demandeur n'a pas formulé de remarques sur le projet.

3. Le respect des conditions reprises ci-dessus tend à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients que, par leur exploitation, les installations en cause sont susceptibles de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population ».

7. Le 21 juin 2019, la partie requérante et deux autres riverains introduisent deux recours auprès du collège d'Environnement, l'un contre la décision de Bruxelles Environnement du 30 avril 2019 et l'autre contre la décision de Bruxelles Environnement du 13 mai 2019.

8. Le 16 octobre 2019, le collège d'Environnement rejette les deux recours et confirme les décisions de Bruxelles Environnement.

9. Le 14 novembre 2019, la partie requérante et un autre riverain introduisent des recours auprès de la partie adverse contre les décisions du 16 octobre 2019 du collège d'Environnement. Ces recours sont toujours pendants.

IV. Intervention

Par une requête introduite le 18 septembre 2019, la société anonyme ASPRIA ROOSEVELT demande à être reçue en qualité de partie intervenante.

En tant que bénéficiaire de l'acte attaqué, elle a un intérêt suffisant à intervenir dans le cadre de la présente procédure. Il y a lieu d'accueillir cette requête.

V. Conditions de la suspension

Conformément à l'article 17, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la suspension de l'exécution d'une décision administrative suppose deux conditions, une urgence incompatible avec le délai de traitement de l'affaire en annulation et l'existence d'au moins un moyen sérieux susceptible, *prima facie*, de justifier l'annulation de cette décision.

VI. Premier moyen

VI.1. Thèse de la partie requérante

Le premier moyen est pris de la violation du principe de bonne administration, du devoir de minutie, du principe d'impartialité, des articles 172, 173, 173/1 et 182 (anciens) du CoBAT, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe de motivation interne, de l'erreur manifeste d'appréciation, du principe de l'effet utile de l'enquête publique, du principe de loyauté procédurale, du procès équitable visé à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du principe du délai raisonnable, de l'incompétence de l'auteur de l'acte et de l'excès de pouvoir.

Dans une première branche, la partie requérante critique le fait que la partie adverse a repris la procédure au stade du recours au gouvernement à la suite de l'arrêt n° 241.661 du 29 mai 2018, près d'un an après le prononcé de cet arrêt, en ne prenant pas en considération les modifications factuelles intervenues depuis l'introduction de ce recours alors qu'il lui revenait de réactualiser le dossier afin de prendre une décision en toute connaissance de cause et, partant, d'inviter le bénéficiaire du permis annulé à introduire une nouvelle demande de permis d'urbanisme. Elle estime que la possibilité de recourir à l'article 173/1 du CoBAT dans le cadre de la procédure de recours devant le gouvernement avait déjà été utilisée par le demandeur, il ne pouvait y recourir une nouvelle fois après un arrêt d'annulation. Elle considère également que les conditions cumulatives prévues par cette disposition, à savoir que les modifications n'affectent pas l'objet de la demande, qu'elles soient accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par les plans initiaux, n'étaient pas réunies. Il lui paraît clair que l'objet même de la demande est modifié puisqu'un établissement hôtelier de 49 chambres était initialement prévu, pour être ensuite remplacé par une infrastructure d'hébergement de 25 chambres et qu'il est supprimé dans le projet finalement autorisé par l'acte attaqué, ce qui constitue des modifications qui ne sont ni mineures ni accessoires, selon elle. Après avoir rappelé l'enseignement de l'arrêt n° 244.160 du 3 avril 2019, elle relève que les deux séries de plans modificatifs déposées portent atteinte à la structure, la répartition et l'affectation des espaces, et même au volume ou gabarit du bâtiment. Les premiers plans modificatifs déposés d'initiative par le demandeur le 26 juin 2015 ont réduit d'un étage le volume initialement projeté, ramenant le gabarit de l'immeuble de R+2 à R+1, tandis que les seconds, déposés le 15 octobre 2018, ont modifié l'affectation, la structure et la répartition des espaces. Elle soutient qu'en procédant à la réfection de ce permis en faisant application de l'article 173/1 du

CoBAT, la partie adverse fait preuve de partialité et commet une erreur manifeste d'appréciation.

Elle souligne que le principe de l'effet utile de l'enquête publique implique, d'une part, qu'elle ne doit pas être organisée à un moment qui est trop éloigné de la prise de décision et, d'autre part, que le public concerné doit disposer d'une information complète et compréhensible et du temps nécessaire pour réagir. Elle rappelle qu'en l'espèce la seule enquête publique organisée est survenue entre le 7 et le 21 mars 2014, soit plus de cinq ans avant l'adoption de l'acte attaqué. Elle indique que le projet a été modifié à plusieurs reprises quant à son objet depuis l'organisation de cette enquête et que le demandeur a déposé un complément en matière de biodiversité le 19 juillet 2014 et des compléments en matière de mobilité les 19 juillet 2014, 26 juin 2015 et 5 juillet 2017. Elle conteste l'appréciation de l'acte attaqué selon laquelle une nouvelle actualisation n'était pas nécessaire malgré les travaux d'envergures effectués avenue F. Roosevelt en 2018 et la circonstance que l'avenue de la Forêt est devenue, au début de l'année 2019, une voirie quasiment réservée à la circulation locale. Elle invite le Conseil d'État à être attentif au fait que l'étude de mobilité initiale a été réalisée en 2010 et que les deux séries de comptages du flux des véhicules sont intervenus respectivement le 10 juin 2010 et le 25 mars 2014. Elle en conclut que la manière de procéder de la partie adverse et du demandeur de permis participe de la violation du principe de loyauté procédurale et vise manifestement à éviter au nouveau projet d'être à nouveau soumis à des mesures d'instruction, au mépris de l'effet utile de l'enquête publique et en bénéficiant de l'application de régimes juridiques plus favorables que ceux qui s'appliquent, à l'heure actuelle, aux nouvelles demandes (PEB, bruit, CBS, ...).

Dans la seconde branche, elle relève qu'à la suite de la notification de l'arrêt d'annulation du 29 mai 2018, le gouvernement s'est vu octroyer un nouveau délai complet de 30 jours pour adopter une nouvelle décision sur recours mais que ce n'est pourtant que près d'un an plus tard que la partie adverse a adopté l'acte attaqué. Elle considère qu'un tel délai viole manifestement l'article 172 du CoBAT qui prévoit que le gouvernement statue dans les 30 jours de la réception de l'avis du collège d'urbanisme, laquelle est intervenue le 6 novembre 2014. Elle n'ignore pas que ledit délai est un délai d'ordre et non de rigueur mais elle estime toutefois que le dépassement de ce délai implique une violation du principe du délai raisonnable, dont elle peut se prévaloir dès lors qu'elle ne se voyait offrir aucune démarche procédurale lui permettant d'obtenir une décision implicite ou explicite dans le cadre du recours qui était pendant devant le gouvernement. Elle fait valoir qu'un tel dépassement du délai aurait à tout le moins dû amener la partie adverse à considérer qu'elle n'était pas valablement informée, notamment au regard de la situation

factuelle et des modifications urbanistiques et environnementales intervenues dans le quartier concerné et à refuser de reprendre la procédure au stade du recours au gouvernement.

VI.2. Appréciation

VI.2.1. Première branche

L'article 173/1 du CoBAT, dans sa version applicable à l'acte attaqué, dispose ce qui suit :

- « Préalablement à la décision du gouvernement, le demandeur peut produire des plans modificatifs ainsi que, le cas échéant, un complément au rapport d'incidence, lorsque ces plans modificatifs n'affectent pas l'objet du projet, sont accessoires et visent à répondre aux objections suscitées par le projet initial ou lorsqu'ils visent à supprimer les dérogations visées aux articles 153, § 2, et 155, § 2 qu'impliquait le projet initial. Le permis est délivré sans que le projet modifié ne soit soumis aux actes d'instruction déjà réalisés ».

Les travaux préparatoires de l'ordonnance du 14 mai 2009 ayant inséré cette disposition dans le CoBAT (Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 13 mai 2004 portant ratification du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, *Doc. parl. bxl.*, 2008-2009, n° A-527/1, pp. 32 à 34) indiquent ce qui suit :

- « Dans sa version actuelle, le CoBAT, ne prévoit pas explicitement la possibilité pour le demandeur de modifier d'initiative sa demande alors qu'elle est en cours d'instruction ou fait l'objet d'un recours. Le CoBAT ne prévoit en effet une possibilité d'apporter de telles modifications à son projet qu'à l'invitation de l'autorité habilitée à en connaître et dans le cadre de l'imposition de conditions qui impliquent des modifications des plans déposés à l'appui de la demande (article 191 du CoBAT).

Dans un objectif de simplification administrative, il est proposé de permettre au demandeur de modifier son projet d'initiative, ce droit ayant été au demeurant reconnu par la jurisprudence du Conseil d'État, malgré l'absence de disposition expresse en ce sens.

La réforme vise l'instruction des demandes devant les autorités de première instance – collège des bourgmestre et échevins et fonctionnaire délégué –, devant le fonctionnaire délégué lorsqu'il statue sur saisine ainsi que devant le gouvernement.

Le droit reconnu aux demandeurs en permis d'apporter des modifications en cours de procédure doit cependant être limitée comme suit :

- Tout d'abord, conformément à la jurisprudence constante du Conseil d'État, les modifications substantielles apportées aux projets devront être soumises à de nouvelles mesures d'instruction. Il s'agit de garantir l'effet utile des consultations et enquêtes publiques.

La disposition en projet vise également à modaliser le délai dans lequel l'autorité doit statuer sur la demande, compte tenu de la reprise de l'instruction du dossier. Il est spécifiquement prévu que ce délai commencera à courir à compter de la réception du dossier modificatif, comprenant les plans et, le cas échéant, un complément au rapport d'incidences, lorsque les modifications sont substantielles.

Le droit d'apporter des modifications substantielles connaît toutefois lui-même une exception, également affirmée à de multiples reprises par la plus haute juridiction administrative et qu'il convient d'appliquer dans le cadre de la présente réforme : le respect des règles de répartition des compétences fixées par le CoBAT; ainsi, les autorités statuant sur saisine ou recours ne semblent pas fondés à examiner une demande qui diverge fondamentalement de celle qui a été instruite par la commune.

– Pour cette raison, le présent avant-projet de réforme du CoBAT n'autorise pas la faculté de modification des plans devant les autorités de recours, sinon lorsqu'elle est exercée aux conditions posées par l'article 191, alinéa 2 du présent Code.

Pour rappel, cette disposition prévoit, dans le droit fil de la jurisprudence séculaire de la plus haute juridiction administrative et de la limite précitée relative à l'effet utile de l'enquête, que le dossier modifié ne devra pas faire l'objet d'une nouvelle instruction lorsque les modifications rencontrent les conditions suivantes:

- la modification ne modifie pas l'objet de la demande;
- elle est accessoire;
- elle vise à répondre aux objections suscitées par le projet initial ou à supprimer des dérogations aux plans et règlements en vigueur sur la parcelle concernée.

Ces conditions sont cumulatives. S'agissant d'une question de fait, l'appréciation de ces critères sera opérée par l'autorité saisie des plans modifiés, sous le contrôle juridictionnel du Conseil d'État.

Le dépôt de plans modifiés est irrévocable et produit la substitution de plein droit des plans originaires. L'autorité ne peut en effet être amenée à devoir statuer, lors de la même instruction sur plusieurs demandes de permis à la fois.

C'est la raison pour laquelle, si les modifications demandées ne procèdent pas d'une impérieuse nécessité, il sera souvent plus aisé pour les administrés d'attendre que les autorités leur fassent la demande officielle de déposer des plans modifiés sur la base de l'article 191 CoBAT ou, plus en aval encore, de demander la modification du permis d'urbanisme, une fois celui-ci délivré ».

Il résulte de ces travaux préparatoires que la disposition précitée poursuit un but de simplification administrative en se limitant à codifier la jurisprudence antérieure de la section du contentieux administratif du Conseil d'État qui avait déjà admis que des modifications peuvent être apportées à un projet au cours de la procédure d'examen d'une demande de permis pour autant que le projet ainsi modifié ne diffère pas substantiellement du projet initial et réponde à des avis ou objections émis au cours de la procédure. Ces travaux préparatoires font également référence à la jurisprudence selon laquelle l'autorité saisie en degré d'appel doit

renvoyer le dossier à l'autorité inférieure si l'objet de la demande a été fondamentalement modifié au cours de la procédure, en manière telle qu'il ne s'agit plus d'un recours mais d'une demande nouvelle.

Ni la disposition précitée ni ses travaux préparatoires ne prévoient une interdiction de produire des plans modifiés à plusieurs reprises. La seule condition fixée à cet égard pour la production d'initiative de plans modifiés est qu'elle soit préalable à la décision du gouvernement. Or, en raison de l'effet rétroactif de l'arrêt d'annulation n° 241.661 du 29 mai 2018 la décision précédente du gouvernement est censée ne jamais avoir existé et le dépôt des derniers plans modifiés le 15 octobre 2018 est bien préalable à l'adoption de l'acte attaqué le 9 mai 2019.

L'enquête publique qui a été organisée du 7 au 21 mars 2014 portait sur une demande de permis d'urbanisme pour « construire une extension au *clubhouse* existant en intégrant un établissement hôtelier de 49 chambres, un parking souterrain de 193 places (sur 2 niveaux) et aménager le site du “Parc Solvay Sports” tandis que le permis délivré par l'acte attaqué porte sur un objet identique hormis qu'il n'autorise plus l'intégration d'un établissement hôtelier de 49 chambres.

La *ratio legis* de l'interdiction, par l'article 173/1 du CoBAT, d'une modification de l'objet de la demande au stade du recours est notamment liée, selon les travaux préparatoires précités, à la répartition des compétences entre les autorités communales et régionales et plus particulièrement à la nécessité d'éviter qu'une autorité régionale statuant sur saisine ou sur recours n'examine une demande qui diverge fondamentalement de celle qui a été instruite par l'autorité communale. En l'espèce, ce risque est inexistant puisque la décision initiale a été prise par le fonctionnaire délégué et non par le collège des bourgmestre et échevins.

Même en considérant que cette disposition entend également préserver l'effet utile de l'enquête publique, il convient de constater qu'en l'espèce les mesures particulières de publicité ont porté sur tous les éléments autorisés par l'acte attaqué, à savoir la construction d'une extension au *clubhouse* existant, le parking souterrain de 193 places sur deux niveaux et l'aménagement du site du « Parc Solvay Sports ». Il n'y a, dès lors, pas de changement de l'objet de la demande au sens de l'article 173/1 du CoBAT.

Considérer, d'une manière générale, que tout changement du gabarit, du volume, de la structure, de la répartition ou de l'affectation des espaces doit nécessairement être considéré comme substantiel reviendrait à restreindre d'une manière excessive la portée de l'article 173/1 du CoBAT dont les travaux

préparatoires mentionnent qu'il poursuit un objectif de simplification administrative en codifiant la jurisprudence antérieure du Conseil d'État. Même si l'arrêt n° 244.160 du 3 avril 2019 semble emprunter cette voie en ce qui concerne l'interprétation de l'article 191 du CoBAT, la suite de l'arrêt montre que le Conseil d'État a procédé à un examen *in concreto* de la nature des changements opérés par les plans modifiés sans se limiter à constater la simple présence de l'un des changements énumérés.

Pour l'appréciation du caractère substantiel ou accessoire des modifications apportées, il convient d'avoir égard aux plans déposés après l'enquête publique, en application de l'article 173/1 du CoBAT, les 26 juin 2015 et 15 octobre 2018.

Les plans modificatifs déposés le 26 juin 2015 réduisent le gabarit de l'immeuble par la suppression d'un niveau du nouveau bâtiment projeté. Le préambule de l'arrêté attaqué considère que cette modification est accessoire et répond aux remarques suscitées par le projet initial en ce qu'elles portent sur la réduction d'un étage du volume initialement projeté, ramenant le gabarit de l'immeuble de R+2 à R+1, ce qui renforce encore son horizontalité et participe opportunément à son intégration dans le site tout en réduisant sa perception depuis le voisinage. Il observe également que la réduction d'un étage diminue encore le point haut des constructions de 12 mètres 60 à 9 mètres 20, ce qui aligne la hauteur du projet sur celle des constructions aux alentours et atténue ainsi encore davantage l'impact visuel des constructions dirigées vers la chaussée de Boitsfort. Il ajoute que l'implantation du bâti et les options architecturales et esthétiques du projet ne sont en rien modifiées.

En ce qui concerne les plans modifiés du 15 octobre 2018, ce préambule indique ce qui suit :

« Considérant que le 15 octobre 2018, le demandeur a introduit d'initiative des plans modifiés en application de l'article 173/1 du CoBAT qui visent à répondre à l'arrêt du Conseil d'État [n° 241.661 du 29 mai 2018];

Considérant en effet que, dans ces nouveaux plans, l'hébergement réduit et réservé aux membres et *a fortiori* l'hôtel accessoire initialement projeté sont totalement abandonnés ;

Que les volumes concernés par cette précédente affectation sont convertis en affectations déjà présentes dans le projet : salle de sport, salles de gymnastique et salon ;

Que le gabarit de l'immeuble est donc inchangé ; que sont donc autorisées des infrastructures correspondant à celles indiquées par le Conseil d'État sur la base du dossier administratif, à savoir une surface hors sol de 4913,9 m² pour la nouvelle construction, 504 m² pour la construction existante maintenue et

XV -4188 - 11/30

167,9 m² pour les divers pavillons tels que la cabine HT, le pavillon lié à la bulle de tennis, etc. soit une superficie cumulée de 8412,9 m², représentant 19,98 % de la zone de sports et de loisirs en plein air ;

Que la superficie des activités de plein air reste largement prépondérante (9.256 m²) par rapport à la superficie actualisée des activités sportives d'intérieur (2.793 m²) ;

Considérant que l'ensemble des modifications apportées au projet n'affectent donc pas l'objet de la demande, sont accessoires et visent à répondre à certaines objections suscitées par le projet initial ;

Qu'en effet, ces modifications consistant en l'abandon de tout hébergement et la reconversion des volumes qui lui étaient consacrés en salle de sport, salles de gymnastique et salons destinés aux membres du club s'inscrivent dans le prolongement du projet initial qui intégrait déjà des locaux permettant une pratique sportive intérieure ; qu'elles n'impliquent pas de modification ni de l'implantation ni des options architecturales et esthétiques du bâtiment ; qu'elles sont donc accessoires ;

Que ces modifications répondent par ailleurs aux remarques suscitées par le projet initial ainsi qu'aux considérations émises par le Conseil d'État dans son arrêt n° 241.661 précité ;

Que l'ensemble des modifications apportées au projet sont donc de nature à rendre le projet conforme au PRAS et ne doivent pas être soumises à de nouvelles mesures particulières de publicité ».

Prima facie, la diminution du gabarit d'un étage sans modification des options architecturales et esthétiques et la suppression de la fonction hôtelière dans les volumes persistants peuvent être considérées comme accessoires par rapport au projet global de centre sportif autorisé par l'acte attaqué. La partie requérante reste en défaut d'exposer les objections qu'auraient pu susciter ces deux modifications lors d'une nouvelle enquête publique et, par conséquent, en quoi l'effet utile de l'enquête a été méconnu.

La suppression de l'hôtel et la diminution du gabarit étaient préconisées par l'avis défavorable majoritaire de la commission de concertation du 1^{er} avril 2014 à la suite de réclamations portant notamment sur l'incompatibilité de l'hébergement avec la zone de sports ou de loisirs de plein air et sur le caractère démesuré du projet ainsi que son manque d'intégration au cadre existant. Ces modifications entendent bien répondre aux objections suscitées par le projet initial.

Les différentes mises à jour de l'étude de mobilité jointes au rapport d'incidences n'ont pas fait apparaître une modification de la situation nécessitant l'organisation d'une nouvelle enquête publique. Les travaux réalisés en 2018 sur l'avenue Franklin Roosevelt sont *a priori* destinés à améliorer la mobilité puisqu'ils maintiennent deux bandes de circulation dans les deux sens pour les voitures ainsi qu'ils créent deux pistes cyclables sécurisées et des trottoirs élargis. Par ailleurs, le

moyen est obscur en tant qu'il décrit la rue de la Forêt comme étant une « voirie quasiment réservée à la circulation locale » sans autre précision.

Le principe de loyauté procédurale n'est applicable qu'aux procédures juridictionnelles et non à une procédure de délivrance d'un permis d'urbanisme.

Enfin, en ce qui concerne l'application de régimes juridiques antérieurs éventuellement plus favorable, elle résulte des dispositions transitoires applicables aux réglementations concernées et non des dispositions visées au moyen.

La première branche du moyen n'est pas sérieuse.

VI.2.2. Deuxième branche

Selon l'article 172 du CoBAT, dans sa version applicable à l'acte attaqué, le gouvernement notifie sa décision aux parties dans les trente jours de l'envoi de l'avis du collège d'urbanisme ou, à défaut d'avis, de l'expiration du délai d'avis. Il résulte de l'article 173 du CoBAT, également dans sa version applicable à l'acte attaqué, qu'il ne s'agit pas d'un délai de rigueur, son expiration n'ayant pour effet que de permettre à chacune des parties d'adresser un rappel au gouvernement, lequel ouvre un délai de trente jours, qui est, quant à lui, un délai de rigueur.

Le caractère raisonnable du délai dans lequel doit se prononcer l'autorité qui statue sur un recours administratif se détermine principalement en fonction de la possibilité, pour cette autorité, de disposer de tous les éléments de fait, renseignements et avis qui doivent lui permettre de statuer en connaissance de cause. Dans le cas d'une réfection-correction d'un acte annulé, le caractère raisonnable du délai doit s'apprécier à partir de la notification de l'arrêt d'annulation, en faisant abstraction de la durée de la procédure engagée pour aboutir à cette annulation.

En l'espèce, plus de onze mois se sont écoulés entre la notification de l'arrêt n° 241.661 du 29 mai 2018 et la date à laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a statué à nouveau sur le recours, à savoir le 9 mai 2019. Les pièces nouvelles sur la base desquelles la partie adverse pouvait instruire celui-ci, à savoir les plans modifiés afin de se conformer à l'enseignement de cet arrêt, ainsi que la note explicative, le formulaire statistique, le formulaire de proposition PEB, le rapport d'incidences accompagné d'annexes, le tableau des surfaces et le dossier de synthèse graphique, lui ont été adressées le 15 octobre 2018.

Si le délai dans lequel le dossier a été instruit ne peut être tenu pour bref, d'autant qu'environ cinq mois et demi se sont écoulés entre la réception des plans modifiés et l'adoption de l'acte attaqué, un tel délai ne peut toutefois être considéré comme déraisonnable compte tenu de l'ampleur et de la complexité du dossier. La référence au délai prévu par l'article 172 du CoBAT n'est pas de nature à modifier ce constat. En effet, ce délai n'a d'autre fin que de permettre la mise en œuvre du mécanisme permettant d'obvier à l'inertie de l'autorité. Il est édicté de manière abstraite, quelles que soient les circonstances et les difficultés de l'affaire, et sans avoir égard aux éléments qui doivent être pris en considération pour apprécier le caractère raisonnable du délai dans lequel est prise une décision lorsque l'autorité n'est pas tenue par un délai de rigueur. En tout état de cause, un éventuel dépassement du délai raisonnable aurait eu pour conséquence l'interdiction pour l'autorité de recours d'accorder le permis et non l'obligation pour elle d'organiser une nouvelle enquête publique comme le postule le moyen.

La seconde branche du premier moyen n'est pas sérieuse.

VII. Deuxième moyen

VII.1. Thèse de la partie requérante

Le deuxième moyen est pris de la violation des prescriptions 0.6 et 13 du plan régional d'affectation du sol (PRAS), des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, précitée, des principes généraux de bonne administration, de motivation formelle des actes administratifs unilatéraux, de prise avec soin des décisions de l'administration, de l'erreur manifeste d'appréciation, de la violation de l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature et plus précisément de son article 8 et de l'objectif de consolidation du maillage vert poursuivi par le Plan nature et de l'excès de pouvoir.

La partie requérante rappelle que l'implantation de commerces dans une zone de sports ou de loisirs de plein air constitue une exception au principe de l'affectation aux jeux et activités qui doit être admise de manière restrictive, ce qui implique que ces commerces doivent être de taille généralement faible et constituer le complément usuel et accessoire de cette affectation. Elle estime que les commerces prévus par le projet, pris dans leur ensemble ou séparément, ont une taille importante, qu'ils ne sont pas complémentaires par rapport à des activités sportives de plein air et qu'il ne peut raisonnablement être soutenu qu'une crèche soit habituellement le complément d'infrastructures sportives de plein air, tout comme le centre *wellness* ou le centre d'esthétique. Elle considère que le fait que ces

activités commerciales soient de nature à financer la préservation des lieux et les activités extérieures est totalement étranger à la question de la conformité au PRAS et qu'il n'y a pas lieu d'interpréter la prescription particulière 13 du PRAS au regard d'une prétendue évolution socio-économique des activités sportives. Elle souligne que tant les collèges d'urbanisme et d'environnement ont jugé que, parmi les équipements proposés, la salle de fitness, le centre de bien-être et de soins ainsi que le solarium, à tout le moins, constituaient des commerces de services ne constituant pas le complément usuel et l'accessoire des activités de plein air.

Elle ajoute que, selon elle, le projet présente une superficie totale au sol des infrastructures et constructions supérieure à 20 % de la superficie de la zone. Elle indique que le terrain concerné par la demande de permis coïncide avec la zone de sports et loisirs en plein air qui présente une surface de 42.103 m² et qu'il ressort de la demande de permis d'urbanisme que le projet présente une superficie imperméable de 8297 m² ce qui implique donc l'imperméabilisation de 19,73 % de la zone tandis que la décision attaquée mentionne que le projet comporte des constructions sur 19,98 % de la zone, sans que l'on puisse expliquer la différence entre ces deux chiffres. Elle relève toutefois que le tableau des surfaces repris en page 20 du rapport des incidences sur l'environnement mis à jour au mois de juin 2015 précise que seule une surface de 25.306 m² restera dévolue aux parcs et jardins en pleine terre. Elle en déduit qu'en réalité, 40 % de la zone sera occupé par les infrastructures, cette différence s'explique par l'exclusion, dans les calculs de surface, des surfaces de sport (soit : 9256 m²). Or, selon elle, ces surfaces doivent nécessairement être prises en compte dès lors qu'il s'agit d'infrastructures visées par la demande de permis et reprises aux plans d'implantation (piste de jogging de 1,2 mètres de large sur tout le pourtour du terrain, équipements sportifs le long de cette piste, terrains, sentiers ...). Elle conteste l'interprétation en sens contraire des arrêts n° 222.538 du 18 février 2013 et n° 241.661 du 29 mai 2018. Elle fait valoir que les « infrastructures et constructions » auxquelles fait référence la prescription particulière 13 du PRAS recouvrent manifestement les installations sportives extérieures et qu'en les omettant on pourrait aboutir à des zones totalement construites de terrains de sport et ce, sans la moindre végétation ce qui serait évidemment contraire à la notion d'espace vert.

Elle soutient également que le projet méconnaît la prescription générale 0.6 du PRAS puisque, selon elle, les travaux autorisés par l'acte attaqué sont loin d'améliorer les qualités végétales, minérales et esthétiques du site concerné. Elle fait valoir que la motivation est entachée d'une contradiction en mentionnant l'accroissement de la surface nette dévolue aux espaces verts par la suppression du court de tennis situé à l'ouest du *clubhouse* au profit d'une pelouse sans que l'acte

attaqué n'explique le calcul ainsi opéré ni l'absence de prise en considération des terrains de sport comportant des revêtements durables dans le calcul de la superficie des infrastructures et constructions et la dégradation des qualités paysagères et esthétiques du Parc Solvay Sports. Elle ajoute que la minéralisation importante du site et la violation alléguée de la prescription 0.6 du PRAS peut être analysée en combinaison avec une violation du Plan nature adopté en exécution de l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature et au maillage vert prévu par le PRAS qui, selon la jurisprudence du Conseil d'État, n'a pas nécessairement pour effet de créer des espaces verts importants, mais plutôt d'assurer la continuité entre les espaces verts existants et de protéger ceux-ci, de créer des espaces de promenade ou des couloirs. Elle rappelle que la notion de maillage vert s'inscrit dans le cadre de la politique d'amélioration du cadre de vie, conformément à la considération n° 7 relative aux orientations du PRAS, qui a trait à l'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle souligne que la zone concernée est reconnue comme une zone de liaison écologique selon le réseau écologique bruxellois, soit une zone de renforcement de la connectivité écologique favorisant la dispersion et la migration des espèces et qu'elle a une haute valeur biologique. Elle indique que, sur le site litigieux, les arbres remarquables sont au nombre de 31, que le pourtour du site est inscrit à la liste de sauvegarde et qu'une importante et diversifiée faune est présente sur le site : nombreux batraciens, renards, fouines, écureuils roux, pic verts, chouettes, lucanes cerf-volants, chauves souris, etc.

VII.2. Appréciation

VII.2.1. Première branche

L'arrêt n° 241.661 du 29 mai 2018, rendu à propos de la version précédente du projet autorisé par l'acte attaqué, a jugé ce qui suit :

- « Considérant que les zones de sports ou de loisirs en plein air font partie des zones d'espaces verts; que, lors de l'élaboration de l'arrêté du 3 mai 2001, le gouvernement a estimé que les caractéristiques dominantes des zones de sports ou de loisirs de plein air, à savoir la faible superficie au sol des constructions et l'importance du cadre de plantations, justifiaient leur place parmi les zones d'espaces verts (M.B., 14 juin 2001, p. 20.127);

Considérant que la prescription 13 du P.R.A.S. prévoit ce qui suit :

- “ Ces zones sont affectées aux jeux et aux activités sportives de plein air et comportent un cadre de plantations.

Ne peuvent être autorisés que les actes et travaux nécessaires à l'affectation de ces zones ou complémentaires à leur fonction sociale. Les projets de construction dont l'emprise au sol dépasse 200 m² sont soumis aux mesures particulières de publicité.

Ces zones peuvent également être affectées aux commerces de taille généralement faible qui constituent le complément usuel et l'accessoire de celles-ci, après que les actes et travaux auront été soumis aux mesures particulières de publicité.

Hormis les installations provisoires à caractère saisonnier et les tribunes ouvertes, la superficie totale au sol des infrastructures et constructions ne peut excéder 20 % de la superficie de la zone. [...]”;

qu'en vertu de l'alinéa 2 de cette prescription, ne peuvent être autorisés dans ces zones que les actes et travaux nécessaires à leur affectation aux jeux et aux activités sportives de plein air ou complémentaires à leur fonction sociale; que cet alinéa ne définit donc pas les affectations admises ou interdites, mais impose d'examiner tout projet d'actes et travaux en fonction de sa complémentarité par rapport à la fonction sociale de la zone, c'est-à-dire la pratique des jeux et activités en plein air; que la prescription de l'alinéa 4 en ce qui concerne les commerces tend à définir restrictivement l'admissibilité de cette affectation qui constitue une exception par rapport à celle que l'alinéa 1^{er} prévoit, en principe, pour la zone concernée;

Considérant qu'en l'espèce, l'auteur de l'acte attaqué constate tout d'abord que le projet prévoit bien le maintien et la diversification d'infrastructures de sports et de loisirs en plein air; qu'il qualifie ensuite les locaux affectés à une pratique sportive intérieure comme complétant l'usage des infrastructures à l'air libre; qu'il appréhende le centre de *wellness* comme un commerce de taille réduite constituant le complément usuel et l'accessoire de la zone; qu'il qualifie le centre d'hébergement comme complémentaire à la fonction sociale de la zone; qu'il est souligné dans la motivation que la fonction sociale de la zone doit s'entendre de “la possibilité de rencontres sportives pouvant s'étaler sur plusieurs jours”, que le lieu d'hébergement permet “l'accueil, le repos et la restauration des sportifs” et qu'il ne constitue pas un établissement hôtelier dès lors que “seuls pourront profiter de ce lieu les personnes fréquentant la zone en tant que membres”;

Considérant que la partie adverse a pu estimer que les locaux permettant une pratique sportive intérieure étaient, en l'espèce, complémentaires à la fonction sociale de la zone; que le lien établi entre la pratique sportive extérieure et intérieure n'est pas démenti par le seul fait que les installations pourraient également, le cas échéant, fonctionner ailleurs de manière autonome; que les activités extérieures demeurent prépondérantes puisque la superficie des infrastructures de plein air s'élève à 9.256 m² tandis que les bâtiments présentent une surface au sol de 4.913,9 m² et une superficie plancher hors sol de 7.224 m²;

Considérant qu'à juste titre, la partie adverse a traité distinctement le centre de *wellness*, qui est un commerce visé par l'alinéa 4 de la prescription 13, et le centre d'hébergement, qui ne [ressort] pas à cette catégorie et doit être appréhendé au regard de l'alinéa 2; qu'en effet, au glossaire des principaux termes utilisés dans les prescriptions urbanistiques du PRAS, le commerce est défini comme étant l’“ensemble des locaux accessibles au public dans lesquels lui sont fournis des services ou dans lesquels lui sont vendus des biens meubles, y compris les bureaux accessoires et locaux annexes”; que l'établissement hôtelier est, quant à lui, défini comme un “Établissement d'accueil de personnes pouvant offrir des prestations de services à la clientèle, tel qu'hôtel, auberge, auberge de jeunesse, motel, pension, appart-hôtel, flathôtel, ...”; qu'un hôtel ou centre d'hébergement ne constitue donc pas un commerce au sens du PRAS;

Considérant qu'en ce qui concerne les commerces, le requérant ne démontre pas que l'appréciation portée par la partie adverse, en décidant que ceux-ci constituent bien un “complément usuel et accessoire de la zone dans le contexte

décrit par le préambule de la motivation de l'acte attaqué, dépasserait la marge que la prescription 13 du PRAS lui ouvre en son alinéa 4;

Considérant qu'en revanche, une infrastructure d'hébergement de type hôtelier, quelle que soit sa qualification et les conditions auxquelles le titulaire du permis entend la rendre accessible à sa clientèle, n'est pas complémentaire à la fonction sociale d'une zone qui, classée parmi les zones d'espaces verts, est vouée aux activités de plein air et non au séjour récréatif de longue durée; que ni l'accueil de la clientèle ni l'organisation de compétitions sportives sur un tel site, situé en zone urbanisée, n'impliquent de proposer un hébergement sur place; que la notion de complémentarité implique un rapport suffisamment direct avec la pratique sportive en plein air, et qu'elle ne peut être étendue, sous peine de dénaturer la zone considérée, à toute affectation qui représente simplement une offre supplémentaire à la clientèle; que le premier moyen est, dans cette mesure, fondé ».

L'enseignement de cet arrêt ne relève qu'une incompatibilité limitée du projet avec la prescription particulière n° 13 du PRAS puisque seule l'infrastructure d'hébergement est considérée comme incompatible avec la zone de sports ou de loisirs en plein air. À l'inverse, il considère que c'est à juste titre que l'autorité a estimé que les locaux affectés à une pratique sportive intérieure complètent l'usage des infrastructures à l'air libre et que le centre de *wellness* est un commerce de taille réduite constituant le complément usuel et l'accessoire de la zone.

Les développements de la première branche du moyen n'amènent pas à devoir s'écarter de l'enseignement de cet arrêt et de l'arrêt n° 222.538 du 18 février 2013.

À priori, la pratique sportive et les soins esthétiques procèdent de la même idée communément admise qu'il faut prendre soin de son corps tandis que la présence d'une crèche est destinée à permettre aux jeunes parents membres du club de conserver une pratique sportive. Par ailleurs, il n'est pas établi que le club de sport hébergé dans le *clubhouse* autorisé par l'acte attaqué serait le seul à proposer un centre de soins esthétiques ou des infrastructures destinées aux enfants des membres du club. Par conséquent, la partie adverse, en autorisant ce centre et ces infrastructures, n'a pas dénaturé la notion de « commerce de taille réduite constituant le complément usuel et l'accessoire de la zone » autorisée par la prescription particulière n° 13 dans les zones de sport ou de loisirs en plein air.

Ces zones sont principalement affectées aux jeux et aux activités sportives en plein air. La limitation à 20 % de la superficie de la zone ne concerne pas la minéralisation mais uniquement les « infrastructures et constructions » autres que les installations provisoires à caractère saisonnier et les tribunes ouvertes.

Selon l'attaqué, doivent être exclus de ce calcul : « les terrains de sports proprement dits, les plots de fixation des modules de la plaine de jeux, le parcours-santé et la piste de jogging ; qu'en effet, si l'on devait inclure les terrains de sports comportant des revêtements durables dans le calcul de la superficie des infrastructures et constructions, cela reviendrait, dans bien des cas (par exemple, dans les zones de sports et de loisirs de plein air de superficie limitée), à réduire l'utilisation de la zone de sports et loisirs de plein air aux 20 % d'infrastructures et à interdire toute autre activité sur les 80 % de superficie restants; qu'une telle lecture ne correspond ni à l'objet ni à l'esprit de la prescription 13 du PRAS ».

L'interprétation de la prescription particulière n° 13 par l'acte attaqué est conforme à la jurisprudence des arrêts n°s 222.538 et 241.661, précités. L'objection du requérant selon laquelle une telle interprétation pourrait aboutir à des zones totalement construites de terrains de sports et ce, sans la moindre végétation, n'est pas pertinente puisqu'une telle zone doit nécessairement comporter un cadre de plantations, ce qui est le cas en l'espèce.

La première branche du moyen n'est pas sérieuse.

VII.2.2 Deuxième branche

La prescription générale 0.6. du PRAS dispose ce qui suit :

« Dans toutes les zones, les actes et travaux améliorent, en priorité, les qualités végétales, ensuite, minérales, esthétiques et paysagères des intérieurs d'îlots et y favorisent le maintien ou la création des surfaces de pleine terre.

Les actes et travaux qui portent atteinte aux intérieurs d'îlots sont soumis aux mesures particulières de publicité. »

Cette prescription n'impose pas une priorité absolue au maintien de la végétation et des zones de pleine terre en intérieur d'îlot mais autorise les actes et travaux en intérieur d'îlot, sous la condition d'en améliorer en priorité les qualités végétales et paysagères et d'y favoriser le maintien ou la création de surfaces de pleine terre. L'amélioration des qualités végétales, minérales, esthétiques et paysagères des intérieurs d'îlots doit être apprécié au regard de l'ensemble du projet et non pour chacun de ses éléments pris isolément

Le préambule de l'arrêté attaqué considère que le projet est compatible avec la prescription 0.6. et il énonce trois raisons à l'appui de sa conclusion :

- l'accroissement de la surface nette dévolue aux espaces verts particulièrement grâce à la suppression du court de tennis situé à l'ouest du *clubhouse*, au profit d'une pelouse destinée à améliorer la biodiversité du site ;

- la condition assortissant le permis et interdisant la minéralisation du chemin piétonnier central au-delà de la zone destinée à accueillir la piscine extérieure ;
- le parti architectural projeté, qui consiste à prolonger le bâtiment au départ de la rotonde existante par un volume horizontal suivant le relief naturel du terrain est une réponse adéquate qui respecte le site tout en mettant en valeur le *clubhouse* d'origine.

La comparaison des plans de la situation existante et de la situation projetée confirme que le terrain de tennis existant situé à l'ouest du *clubhouse* est effectivement supprimé et remplacé par une pelouse. Ce constat n'est pas contredit par le motif qui exclut les terrains de sports du calcul de superficie pour l'application de la prescription particulière n° 13, cette exclusion n'équivalant pas à les assimiler de plein droit à des espaces verts. Il convient d'ajouter que certaines des infrastructures sportives comportent une surface végétalisée (par exemple, le terrain multisports revêtu de gazon). Le projet respecte enfin les parties du site qui sont inscrites sur la liste de sauvegarde.

Le rapport d'incidences donne un tableau des arbres à abattre, qui sont localisés sur le plan d'abattage des arbres (JNC1343/110) accompagnant la demande de permis, arbres qui sont au nombre de huit et dont le septième (*prunus serrulata* – circonférence = 54 cm) n'est pas un arbre dont les qualités lui vaudraient d'être maintenu; le rapport justifie l'abattage du plus gros d'entre eux, *l'acer pseudoplatanus* (C 240 cm pour une hauteur de 18 mètres). La « note descriptive du projet paysager » qui y est annexée énonce que l'un des enjeux des aménagements est de préserver les arbres remarquables présents dans le parc. Le rapport d'incidences s'explique au sujet de la plantation de quelques nouveaux arbres et des massifs plantés d'arbustes que le projet d'aménagement prévoit au sein du périmètre d'intervention (voir le plan JNC13043/200). Il a été complété le 18 juillet 2014 par une note consacrée au respect et au renforcement de la biodiversité sur le site.

La partie adverse a ainsi justifié sa conclusion selon laquelle le projet est compatible avec la prescription 0.6. du PRAS par des motifs dont l'inexactitude matérielle n'est pas établie et qui ne sont pas entachés d'une erreur manifeste d'appréciation ni d'une contradiction interne.

L'article 8 de l'ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature dispose ce qui suit:

« § 1^{er}. Le gouvernement établit un plan régional nature pour la Région de Bruxelles-Capitale.

Le plan régional nature est un document d'orientation, de programmation et d'intégration de la politique de conservation de la nature en Région de Bruxelles-Capitale. Il détermine les lignes directrices à suivre à court, moyen et long termes, lors de la prise de décision par le Gouvernement, l'administration régionale, les organismes d'intérêt public, les personnes privées chargées d'une mission de service public et, dans les matières d'intérêt régional, les communes. Le plan est établi tous les cinq ans. Il reste d'application tant qu'il n'a pas été modifié, remplacé ou abrogé. Le premier plan est adopté au plus tard dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

§ 2. Le Gouvernement détermine les dispositions du plan qui sont contraignantes pour les autorités visées au § 1^{er}. Il ne peut y être dérogé qu'à titre exceptionnel, à défaut de solutions alternatives et pour autant que la décision soit justifiée et spécialement motivée par des motifs impérieux d'intérêt général. Le Gouvernement peut déterminer les modalités de la procédure de dérogation. Le plan régional nature a valeur indicative pour le surplus. Tout écart par rapport aux prescriptions non contraignantes du plan est motivé.

§ 3. Sans préjudice des exigences fixées à l'article 40, les arrêtés de désignation de réserves naturelles et forestières, les arrêtés de désignation des sites Natura 2000 et les plans et programmes autres que le plan régional nature, en vigueur, pris en vertu de la présente ordonnance et identifiés comme incompatibles dans le plan régional nature, sont mis en révision dans les douze mois qui suivent la publication du plan régional nature aux conditions et selon les modalités de procédure prévues par la présente ordonnance de manière à garantir la compatibilité de leurs dispositions avec celles du même plan ».

Le moyen n'identifie pas précisément une prescription contraignante du plan qui aurait été méconnue ou une prescription non contraignante de ce plan dont l'acte attaqué s'écarterait sans motivation.

Dans le réseau écologique bruxellois annexé à ce plan sont reprises comme zones de liaison toutes les zones vertes au PRAS non précédemment sélectionnées comme zone centrale ou zone de développement. Cette inscription n'implique pas la reconnaissance d'une valeur biologique particulière. Par ailleurs, le PRAS ne prévoit pas un objectif de réalisation du maillage vert dans une zone de sports ou de loisirs de plein air à la différence de ce qu'il prévoit dans une zone verte à haute valeur biologique.

La seconde branche du deuxième moyen n'est pas sérieuse.

VIII. Troisième moyen

VIII.1. Thèse de la partie requérante

Le troisième moyen est pris de la violation des articles 2 et 4 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, des articles 128, 135, 140 et 141 et 148 du CoBAT, de l'annexe A,

XV -4188 - 21/30

point 18, du CoBAT, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991, précitée, de l'erreur manifeste d'appréciation et de la violation des principes de bonne administration et de prise avec soin des décisions de l'administration.

Dans une première branche, la partie requérante relève que le formulaire de demande de permis mentionne un parking couvert de 194 places (193 emplacements de stationnement et un emplacement de livraison) et que le rapport d'incidences complété le 30 janvier 2014 précise que si aucun emplacement de moto n'a été identifié, c'est parce que « selon la demande des futurs clients, des espaces dédiés seront organisés à la place d'emplacements automobiles ». Elle considère que refuser de vouloir dessiner les emplacements nécessairement réservés aux motos dans le parking couvert à aménager s'apparente à une manœuvre grossière destinée à ne pas atteindre le seuil de 200 emplacements nécessitant la réalisation d'une étude d'incidences. Elle souligne que la note justificative de la demande de permis indique qu'« un espace motos est prévu dans le parking couvert » et que le club « soutiendra toute mesure destinée à améliorer l'offre de solutions alternatives à l'automobile : parkings vélos, motos, ... ». Il lui paraît contradictoire dans le chef du bénéficiaire du permis de ne pas prévoir d'emplacements spécifiques pour les motos, alors que ce moyen de transport serait apparemment soutenu activement. Elle relève également qu'à la suite de la modification du projet, la demande maximale en emplacements de parking a été ramenée à 174 places ce qui lui semble difficilement compréhensible dès lors que le rapport des incidences fait état d'une fréquentation en heure de pointe de 200 à 300 personnes simultanément. Elle estime que le centre de *wellness* peut accueillir 33 personnes en même temps, sans compter ceux qui fréquenteraient l'espace de relaxation et qu'une fréquentation complète du centre de *wellness* par des personnes non-membres du club impliquerait donc en principe déjà un dépassement du surplus des places de parking. Elle indique que les études de fréquentation ne prennent pas en considération les nouvelles affectations de certains espaces, tels le bar *lounge* et les salons. Elle en conclut qu'une étude d'incidences aurait dû être imposée dans la mesure où le parking couvert est appelé à accueillir plus de 200 véhicules.

Dans la seconde branche, elle rappelle que la commission de concertation a, dans l'avis défavorable majoritaire rendu le 1^{er} avril 2014, estimé que « considérant l'ampleur du projet et les incohérences relevées dans le dossier (appréciation inexacte des impacts sur la mobilité et de stationnement que générerait le projet sur le quartier), il y a lieu d'établir et de fournir une étude d'incidences complète afin de pouvoir analyser ce dossier ». Elle souligne que si cette obligation n'est pas reprise au dispositif de l'avis, c'est parce qu'il est suggéré qu'un avis favorable - en l'absence donc d'une étude d'incidences - pourrait être émis

moyennant : la suppression de l'hôtel et des salles polyvalentes permettant l'organisation de fêtes, la diminution du gabarit en conséquence et la révision de l'impact du projet sur la mobilité et la biodiversité. Elle considère que la demande n'a pas été modifiée de la manière suggérée par la commission de concertation et que sa suggestion de procéder à une étude d'incidences devait être maintenue ou qu'à tout le moins l'auteur de l'acte attaqué devait expliquer pourquoi il avait estimé ne pas devoir imposer l'établissement d'une telle étude.

Elle critique l'étude de mobilité qui a été réalisée en 2010 et mise à jour le 17 juin 2014, le 26 juin 2015 et pour la dernière fois le 5 juillet 2017. Elle conteste le motif selon lequel les flux de circulation générés par le projet seront limités et acceptables vu la capacité des voiries desservant le site d'implantation du projet et celui constatant que la suppression totale de l'activité d'hébergement sur le site est de nature à diminuer la fréquentation globale des lieux, dès lors que la capacité d'accueil du club reste inchangée, le nombre de membres étant limité à 5000, ce qui représente une fréquentation quotidienne de 860 personnes, avec un pic maximal estimé à 250 personnes. Elle fait valoir que le rapport d'incidences fait état d'une fréquentation en heure de pointe de 200 à 300 personnes, que rien ne démontre que la suppression de l'activité d'hébergement est de nature à diminuer la fréquentation globale des lieux et que la capacité des voiries mentionnée n'est pas exacte. Selon elle, la dernière mise à jour de l'étude de mobilité en 2017 se fonde sur des caractéristiques de voiries et calculs de flux de trafic réalisés en novembre 2010 et 2014 qui sont obsolètes. Elle fait valoir que le quartier a subi de profonds changements, notamment démographiques, qui sont les suivants : les commerces ont augmenté et se sont diversifiés, une maison vide depuis des années a été rénovée et est habitée, de nombreux logements unifamiliaux sont convertis en colocations, un immeuble à appartements est en construction à l'intersection de l'avenue de la Forêt et de l'avenue de l'Uruguay, l'accès à l'avenue de la Forêt a été modifié, les casse-vitesse de l'avenue du Pérou ont été refaits, l'école située avenue des Coccinelles a été agrandie, un nouvel immeuble a été construit juste derrière Solvay sports, de nouveaux logements ont été construits rue Akarova et chaussée de Boitsfort, un nouveau feu de signalisation est implanté au carrefour de l'avenue de l'Uruguay et de l'avenue Franklin Roosevelt, des parkings sont loués chaussée de la Hulpe pour des riverains, des employés et des événements, un complexe d'appartements est construit avenue de l'Uruguay, le projet « Drohme Melting Park » doit être mis en œuvre chaussée de La Hulpe et une nouvelle gare de trams a été créée avenue de la Forêt. Elle estime que la partie adverse se devait de prendre en considération ces éléments dans le cadre d'une étude d'incidences afin de pouvoir prendre une décision en toute connaissance de cause et qu'à défaut de l'avoir fait, elle a violé le devoir de minutie et le principe de bonne administration. Elle ajoute que l'étude de

mobilité de 2010 reposait déjà sur des éléments factuels imprécis ou au sujet desquels le demandeur de permis aurait, à tout le moins, dû s'expliquer, puisque les chiffres relatifs à la fréquentation de l'établissement ne sont nullement étayés et que le caractère « acceptable » de l'augmentation du trafic rue du Pérou est purement théorique et ne s'attache pas à analyser de manière concrète les nuisances accrues subies par les riverains en matière de bruit et d'inconvénients liés au charroi. Elle soutient que des circonstances exceptionnelles auraient dû conduire à ce qu'une étude d'incidences soit réalisée comme l'a suggéré la commission de concertation vu « l'ampleur du projet et les incohérences relevées dans le dossier ». Selon elle, à supposer même que l'unité d'installation projetée ne nécessitait pas l'installation d'un parking couvert de plus de 200 emplacements, et la réalisation d'une étude d'incidences pour ce seul motif, l'ampleur du projet requerrait qu'une telle étude soit menée. Elle conclut que le projet litigieux est de très grande ampleur et que l'effet cumulatif des incidences des nombreuses installations classées nécessitait, dans le contexte bâti existant, qu'une étude conforme à la directive 2011/92/UE et son interprétation par la Cour de justice soit réalisée.

VIII.2. Appréciation

VIII.2.1. Première branche

En ce qu'il dénonce la violation des articles 2 et 4 de la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et de ses annexes, le moyen est irrecevable. En effet, cette directive procède à la codification de la directive 85/337/CEE du Conseil du 27 juin 1985, laquelle a été transposée en droit bruxellois et le requérant ne soutient pas que cette transposition serait incorrecte.

Le moyen n'indique pas que la procédure de rapport d'incidences prévue aux articles 142 à 147 du CoBAT, dans leur version applicable au présent litige, qui a été suivie, serait contraire aux articles 5 à 10 de la directive 2011/92/UE, précitée. La procédure d'instruction des projets soumis à rapport d'incidences suffit en principe à répondre aux exigences de cette directive tandis que la procédure d'instruction des projets soumis à étude d'incidences va au-delà de ses exigences.

En ce qui concerne l'évaluation globale des incidences sur l'environnement, la Cour de justice de l'Union européenne a rappelé à plusieurs reprises que « l'objectif de la réglementation ne saurait être détourné par un fractionnement des projets et que l'absence de prise en considération de leur effet

cumulatif ne doit pas avoir pour résultat pratique de les soustraire dans leur totalité à l'obligation d'évaluation alors que, pris ensemble, ils sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement » (C.J.U.E., 17 mars 2011, C-275/09, Région de Bruxelles-Capitale/Région flamande, point 36 ; C.J.U.E., 28 février 2008, C-2/07, Abraham/ Région wallonne, point 27 ; C.J.U.E. 21 septembre 1999, C-392/96, Commission/Irlande, point 76). En l'espèce, le projet n'a pas été soustrait à l'obligation d'évaluation des incidences puisqu'il a fait l'objet d'un rapport d'évaluation des incidences.

Enfin, « les domaines social et économique » et « la mobilité globale » cités à l'article 127, § 2, 4° et 5°, du CoBAT ne sont pas mentionnés à l'article 5 de la directive 2011/92/UE, ni dans son annexe IV. Il ne s'agit pas d'une transposition de la directive mais bien d'une particularité du droit bruxellois. D'éventuelles lacunes du rapport d'incidences à ce sujet ne pourraient dès lors constituer une violation des dispositions de droit européen visées au moyen.

En vertu de l'article 128 du CoBAT, les projets soumis à une étude d'incidences sont ceux qui sont énumérés à l'annexe A du Code. La rubrique 18 de l'annexe A, dans sa version applicable à l'acte attaqué, mentionne les « garages, emplacements couverts où sont garés des véhicules à moteur (parcs de stationnement couverts, salles d'exposition, etc) comptant plus de 200 véhicules automobiles ou remorques ».

Les parcs de stationnement à l'air libre pour véhicules à moteur en dehors de la voie publique sont visés à la rubrique 17 et sont soumis à une étude d'incidences lorsqu'ils comptent plus de 200 emplacements pour véhicules automobiles.

Le préambule de l'arrêté attaqué énonce ce qui suit :

« Considérant qu'en 2010, une étude de mobilité relative au projet initial avait été réalisée ;

Que le rapport d'incidence du 24 juillet 2013 se fondait, en ce qui concerne la mobilité, sur les conclusions de cette étude ; ses conclusions et recommandations étant reproduites en annexe du rapport d'incidence;

Que cette étude avait été mise à jour le 17 juin 2014 ;

Que le demandeur avait déposé, le 26 juin 2015, une note complémentaire relative à la mobilité, établie par le bureau d'études Stratec le 23 juin 2015, quant à l'impact de la réduction initiale de l'hébergement de 49 à 25 chambres sur les questions de mobilité ;

Que, compte tenu de la modification apportée au projet par le demandeur portant sur la suppression totale de tout hébergement et la reconversion des volumes en

XV -4188 - 25/30

fonctions sportives d'intérieur, une adaptation de l'étude de mobilité était nécessaire;

Qu'une note du 5 juillet 2017 a repris et mis à jour les principaux tableaux et figures du rapport de la note du 23 juin 2015 susmentionnée ;

Que cette note confirme, les conclusions de l'étude de mobilité réalisée en 2010 et de sa mise à jour des 17 juin 2014 et 23 juin 2015, selon lesquelles les flux de circulation générés par le projet seront limités et acceptables vu la capacité des voiries desservant le site d'implantation du projet ;

Qu'il en est d'autant plus ainsi que la suppression totale de l'activité d'hébergement sur le site est de nature à diminuer la fréquentation globale des lieux, dès lors que la capacité d'accueil du club reste inchangée, le nombre de membres étant limité à 5000, ce qui représente une fréquentation quotidienne de 860 personnes, avec un pic maximal estimé à 250 personnes.

Que cette note confirme également que les 197 places de stationnement prévues dans le projet (à savoir 193 places couvertes dont 3 emplacements réservés aux personnes à mobilité réduite, 3 places à l'air libre réservées aux personnes à mobilité réduite et un emplacement couvert réservé aux livraisons) permettront de répondre à la demande maximale en emplacements et qu'il n'y aura donc aucun report de stationnement aux abords du site ».

Il n'est pas contesté que le projet qu'autorise le permis d'urbanisme attaqué prévoit la construction d'un parking souterrain de 193 « places » sur deux niveaux, plus trois emplacements à l'air libre, outre un emplacement pour les livraisons.

L'étude de mobilité réalisée par le bureau Stratec le 17 juin 2014 constate que « la demande maximale du projet en emplacements de parking est de 175 places (voitures/motos des membres et des clients de l'hôtel + voitures/motos des travailleurs) et que cette demande maximale a lieu en semaine vers 19 heures ». Elle conclut que « les 196 places de parking prévues dans le projet permettent de répondre à la demande maximale en emplacements » et qu'il « n'y aura donc aucun report de stationnement aux abords du site ».

À la suite de la modification du projet, la demande maximale en emplacements de parking a été ramenée à 174 places (voitures/motos des membres + voitures/motos des travailleurs), dans l'adaptation en 2017 de la note complémentaire du 23 juin 2015 du bureau d'études Stratec.

Dans sa motivation, qui est reproduite ci-dessus, l'acte attaqué considère que le nombre d'emplacements prévus, qui comprend les places de stationnement destinées aux voitures et aux motos, est largement suffisant au regard des dimensions et de la fréquentation projetée du complexe. L'hypothèse formulée par la partie requérante selon laquelle le centre de *wellness* pourrait accueillir 33 personnes qui ne seraient pas membres du club et qui y accéderaient au moyen d'un véhicule

automobile individuel semble peu probable. À supposer même que cette hypothèse se concrétise néanmoins, il n'en résulterait pas que le parking couvert pourrait accueillir plus de véhicules que le nombre prévu par l'acte attaqué et que le projet relèverait de la rubrique 18 de l'annexe A.

L'étude de mobilité a calculé le besoin en places de stationnement en tenant compte des motos. Il importe peu, pour l'examen du moyen, que les emplacements réservés aux motos n'aient pas été identifiés sur les plans dès lors que le permis attaqué autorise uniquement l'aménagement de 193 emplacements couverts de parage sans qu'une division éventuelle de certains emplacements destinés aux motos puisse conduire, sur la base de ce permis, à augmenter ce nombre. Il suffit à ce stade de constater que, comme le nombre d'emplacements prévus a été fixé en prenant en compte les besoins de stationnement des motos, il ne peut pas être affirmé d'ores et déjà que l'identification des emplacements réservés aux motos devra se traduire par une augmentation du nombre de place de parking par exemple à la suite d'une division des emplacements de parage pour les automobiles, nécessitant une modification du permis.

La première branche du moyen n'est pas fondée.

VIII.2.2. Seconde branche

L'article 148, §§ 1^{er} à 3, du CoBAT, dans sa version applicable à l'acte attaqué, dispose ce qui suit :

« § 1^{er}. Dans des circonstances exceptionnelles la commission de concertation peut, dans un avis spécialement motivé, recommander au Gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences.

§ 2. Lorsqu'il estime qu'il y a lieu de faire réaliser une étude d'incidences, le Gouvernement notifie sa décision au demandeur dans les trente jours de la réception du dossier.

[...]

§ 2/1. Lorsqu'il estime une telle étude inopportune, le Gouvernement motive sa décision et transmet le dossier à l'autorité délivrance dans le délai visé au § 2, alinéa 1^{er}.

§ 3. Le silence du Gouvernement à l'expiration du délai visé au § 2 équivaut au refus de faire réaliser une étude d'incidences ».

Les travaux préparatoires de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, indiquent ce qui suit au sujet de cette disposition qui a été codifiée dans le

CoBAT (Projet d'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain, *doc. parl. bxl.*, 1991-1992, n° A-162/1, p. 15) :

« La motivation spéciale imposée à la commission de concertation vise à éviter un recours abusif à cette disposition. La Commission de concertation est donc tenue de soumettre à l'Exécutif des arguments sérieux démontrant le caractère indispensable de la réalisation d'une étude d'incidences ».

La seconde branche du troisième moyen critique l'omission de la partie adverse d'avoir ordonné la réalisation d'une étude d'incidences sur la base de l'article 148 du CoBAT alors qu'elle aurait dû l'être, selon la requérante, en raison de la présence de circonstances exceptionnelles ou que, du moins, le refus de l'ordonner aurait dû être motivé en la forme dans le permis attaqué.

Dans son avis du 1^{er} avril 2014, la commission de concertation se borne à affirmer que « [vu] l'ampleur du projet et les incohérences relevées dans le dossier (appréciation inexacte des impacts de mobilité et de stationnement que générerait le projet sur le quartier), il y a lieu d'établir et de fournir une étude d'incidences complète afin de pouvoir analyser ce dossier ».

L'avis ne donne pas de précision au sujet de « l'ampleur du projet » qu'il semble redouter. Les « incohérences » qu'il dénonce paraissent concerner l'étude de mobilité à laquelle l'alinéa précédent de l'avis reproche son caractère obsolète ainsi que le fait de ne pas avoir tenu compte des constructions érigées entre-temps « et dans le futur » (permis octroyé pour la réhabilitation de l'Hippodrome).

L'étude de mobilité a été actualisée par un rapport du 17 juin 2014 et par une note complémentaire du 23 juin 2015 adaptée le 5 juillet 2017, rapport et note qui ont corroboré les conclusions de l'étude initiale.

En ce qui concerne plus particulièrement le projet Droh!me qui s'implante sur le site de l'ancien hippodrome d'Uccle-Boitsfort, il a donné lieu à un permis d'environnement qui fait l'objet de deux recours en annulation, pendant sous les numéros de rôle G/A.226.657/XV-3906 et 226.663/VII-40.427, et à un premier permis d'urbanisme délivré le 6 décembre 2018, annulé par l'arrêt n° 245.641 du 4 octobre 2019, suivi d'un second, délivré le 18 octobre 2019, qui fait l'objet d'un recours en annulation pendant sous le numéro de rôle G/A.229.818/XV-4299.

Ce projet a fait l'objet d'une étude d'incidences en raison de son parking de plus de 200 véhicules. La partie requérante n'allègue pas que ce projet pourrait former avec le projet autorisé une unité géographique et technique qui aurait

nécessité une évaluation globale des incidences sur l'environnement dans une étude d'incidences commune.

Le rapport d'incidences montre que le trafic a peu évolué entre 2010 et 2014, à l'exception du carrefour entre l'avenue du Pérou et la chaussée de La Hulpe à la pointe du matin, en raison d'un chantier à cet endroit qui générerait du trafic de camions à l'entrée de l'avenue du Pérou. D'après ces comptages, réalisés en 2014, la réserve de capacité de la voirie aux heures de pointes était de minimum 450 équivalents véhicules particuliers (EVP) par sens, ce qui implique qu'il était encore possible d'ajouter 450 voitures par sens de circulation sur la voirie sans que cela ne crée de problème de circulation. Si la partie requérante critique cette évaluation de l'auteur du rapport, elle n'apporte aucun élément qui permettrait de la contredire. *Prima facie*, les augmentations de circulation possibles suite au développement du quartier sont sans commune mesure avec la réserve de capacité disponible en voirie de sorte qu'elles ne pourront influencer le trafic que de manière non significative.

En tout état de cause, à supposer, comme le considère l'avis de la commission de concertation sans autre précision, que ce rapport procède à une appréciation inexacte des impacts de mobilité et de stationnement que générerait le projet sur le quartier, il s'agirait d'un motif justifiant que le rapport d'incidences soit amendé, complété ou actualisé et non d'une circonstance exceptionnelle rendant indispensable la réalisation d'une étude d'incidences.

En conclusion, l'avis de la commission de concertation ne peut pas s'analyser comme une recommandation spécialement motivée faite au gouvernement de faire réaliser une étude d'incidences justifiée par des « circonstances exceptionnelles ».

La deuxième branche du troisième moyen n'est pas sérieuse.

L'une des conditions requises par l'article 17, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, pour que celui-ci puisse ordonner la suspension de l'exécution de l'acte attaqué fait défaut. La demande de suspension ne peut en conséquence être accueillie.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL D'ÉTAT DÉCIDE :**

Article 1^{er}.

La requête en intervention introduite par la société anonyme ASPRIA ROOSEVELT est accueillie dans la présente procédure.

Article 2.

La demande de suspension est rejetée.

Article 3.

Les dépens, en ce compris l'indemnité de procédure, sont réservés.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XV^e chambre siégeant en référé, le sept février deux mille vingt, par :

Marc JOASSART,
Caroline HUGÉ,

conseiller d'État, président f.f.,
greffier.

Le Greffier,

Le Président,

Caroline HUGÉ.

Marc JOASSART.